



**COMMISSION SUR LA ZLEA, L'ÉCONOMIE, LE COMMERCE,  
LE TRAVAIL ET LA MIGRATION**

**RECOMMANDATION SUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE  
À LA LUMIÈRE DE LA ZLEA**

**Ixtapan de la Sal, Mexique  
24 au 27 novembre 2002**

*AYANT* à l'esprit la déclaration ministérielle de Quito du 1<sup>er</sup> novembre 2002, là où se sont réunis les ministres du Commerce de l'hémisphère;

*AYANT* à l'esprit la Rencontre parlementaire continentale sur la ZLEA et le rôle des parlements de la région ainsi que la déclaration de Quito qui a découlé de cette rencontre;

*ÉTANT PROFONDÉMENT CONVAINCUS* que la représentation populaire qu'on confie aux parlements doit faire en sorte d'entériner ou non, selon le cas, les négociations que mènent les dirigeants, et tenant compte des discussions du Sommet parlementaire sur l'intégration continentale qui a eu lieu il y a quelques jours à Brasilia, au Brésil;

*CONSIDÉRANT* que les accords de libre-échange octroient des droits importants aux investisseurs, limitant et conditionnant de manière indésirable la capacité des parlements de légiférer conformément aux inquiétudes de leurs concitoyens;

*CONSCIENTS* que les différents accords d'intégration n'ont pas réussi à transformer la production de manière suffisante pour engendrer un développement plus équitable de nos peuples;

*PRÉOCCUPÉS* du fait que, dans certains pays, la dynamique d'exportation de biens et de services découlant des accords commerciaux en cours jusqu'à présent n'a pas permis d'intégrer des chaînes de production et de faire participer divers secteurs aux avantages de l'intégration;

*RECONNAISSANT* le rôle que l'investissement étranger a joué comme source de financement extérieur, mais grandement préoccupés par l'augmentation impressionnante de fusions et d'acquisitions du patrimoine productif des économies nationales;

*CONSIDÉRANT* que, au sein de tous les forums, la question de l'agriculture et des marchés agricoles provoque de l'inquiétude et des préoccupations, étant donnée l'énorme diminution des exportations latino-américaines de ces produits, et qu'il n'a pas été possible de rendre compétitif le secteur agricole en raison des politiques de subventions élevées importantes mises en œuvre dans d'autres pays;

*NOUS, parlementaires de la COPA:*

*RÉITÉRONS* l'importance de la prémisse «Rien n'est décidé jusqu'à ce que tout soit décidé», ce qui signifie que si les demandes visant à rendre le processus équitable ne sont pas satisfaites, la ZLEA ne pourra être mise en œuvre;

*SUGGÉRONS* d'encourager nos assemblées à entériner une proposition unanime pour appuyer le «programme de coopération continentale» dont l'objectif est de permettre aux pays qui n'ont pas de ressources suffisantes de pouvoir participer convenablement aux négociations;

*AFFIRMONS* que pour combler le déficit démocratique et pour exercer les attributions qui reviennent aux parlements des Amériques, il faut que les représentants parlementaires soient admis aux délibérations liées aux négociations de la ZLEA, grâce à la reconnaissance de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA) et de ses organismes spécialisés. Si ceci ne se produit pas, les assemblées nationales membres de la COPA ne seront pas suffisamment informées pour ratifier les traités commerciaux;

*EXIGEONS* qu'on procède à l'élimination immédiate de toutes les subventions et mesures protectionnistes utilisées dans quelques pays, ce qui compromet gravement le commerce de produits agricoles au détriment des pays moins développés;

*RECONNAISSONS* qu'il n'y aura pas de véritable intégration parmi des pays inégaux sans qu'on adopte des mesures compensatoires pour éliminer les asymétries qui existent entre les différents pays. L'intégration n'est pas synonyme de domination, mais bien de coopération, de développement équilibré et harmonieux entre les différents peuples des Amériques;

*AFFIRMONS* que ce sont justement les institutions parlementaires qui sont les mieux placées pour percevoir les inquiétudes de la société et servir de pont entre celle-ci et les négociateurs du processus d'intégration;

*RECOMMANDONS* que lors des rencontres ministérielles et à l'occasion des Sommets qui réunissent les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, la COPA réunisse au même endroit son Comité exécutif ou, le cas échéant, la Commission thématique permanente impliquée;

*EXHORTONS* nos dirigeants à élaborer une politique industrielle qui favorise la création de chaînes de production afin d'inclure la petite entreprise dans le processus d'intégration;

*EXHORTONS* les chefs d'État et de gouvernement des Amériques à mettre en place un processus de négociation transparent et, pour ce faire, à rendre des comptes devant les instances parlementaires durant tout le processus;

*CONSIDÉRONS* qu'on ne doit pas faire appel, dans les négociations relatives aux subventions et autres barrières protectionnistes, à des instances extérieures au cadre dans lequel sont menées les négociations de la ZLEA, puisque cette pratique nuit à la transparence du processus;

*RECOMMANDONS* de mettre sur pied un forum en matière de politiques fiscales pour examiner l'opportunité et la possibilité d'harmoniser les règles de la fiscalité en vue d'une coordination des politiques macroéconomiques dans la région;

*RECOMMANDONS* que la Commission permanente sur la ZLEA, l'économie, le commerce et le travail examine le processus d'intégration européen de même que l'Accord de libre-échange nord-américain, en particulier le contenu du chapitre XI, et que le résultat de cet examen soit communiqué aux parlementaires membres de la COPA;

*DEMANDONS* que les efforts d'intégration respectent d'autres aspects de nos réalités et non seulement les aspects d'ordre économique. L'intégration se justifie lorsque cela contribue à l'accroissement des exportations de chacun des pays qui y souscrit, ayant pour résultat direct des bénéfices économiques et sociaux pour la population dont la création d'emplois productifs qui contribuent à prévenir l'exclusion et la marginalisation sociales et la migration qui en découle;

*EXHORTONS* les chefs d'État et de gouvernement des Amériques à faire pression auprès des pays développés, lors des différents forums, en vue d'éliminer les barrières douanières, paradouanières et les subventions à l'exportation qui font que le traitement des différents pays qui participent à l'intégration soit inéquitable.